

Destruction et reconstruction de l'éducation au Cambodge

Pich Sophoan

Directeur, Éducation et formation supérieure technique et professionnelle, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, Phnom Penh

La réalité du Cambodge ces vingt-cinq dernières années, particulièrement dans le domaine de l'éducation, a été unique. Afin d'esquisser les grandes lignes de la dévastation du Cambodge et de sa lutte pour la reconstruction, il est nécessaire d'avoir un cadre pour discuter de la situation et des circonstances qui ont précédé le passé récent du Cambodge.

CONTEXTE HISTORIQUE

En 1954, le Cambodge est devenu indépendant de la France et, la même année, la Conférence de Genève reconnaissait la neutralité du Cambodge. Toutefois, la discorde générale qui s'est présentée dans de nombreux pays de la région après la Seconde Guerre mondiale a aussi été ressentie au Cambodge. Il s'agissait d'une peur presque paranoïaque de l'influence du communisme qu'éprouvaient de nombreux pouvoirs occidentaux.

En 1963-64, un groupe socialiste dissident extrémiste s'était déjà constitué. Exerçant d'abord au Viet Nam et ensuite dans les jungles du Nord-Est du Cambodge, il contestait les inégalités dans la répartition des richesses et les chances dans la société cambodgienne. Rejetant un socialisme modéré pour une forme plus extrémiste, le groupe, sous la conduite de Saloth Sar (Pol Pot), prônait une philosophie maoïste extrémiste et s'appelait les Khmers rouges. La révolte paysanne dans la province du Battambang en 1967 a reflété cette dissension dans les zones rurales.

Retombées de la guerre au Viet Nam

L'agitation à l'extérieur des frontières a aussi eu un sérieux effet sur la stabilité du Cambodge. Le conflit entre le Viet Nam du Nord et du Sud, par exemple, et l'intervention des États-Unis d'Amérique en faveur du Gouvernement de droite du Viet Nam du Sud, ont gagné le Cambodge, accroissant l'instabilité de la situation politique déjà fragile. Le bombardement du Cambodge, qui a commencé le 18 mars 1969, a causé la mort de nombreux Cambodgiens certes, mais a aussi abouti à la dévastation de grands segments de l'infrastructure rurale, y compris à la destruction d'un nombre énorme d'animaux de ferme. Le coup d'État de 1970, appuyé par les États-Unis, a vu Norodom Sihanouk être remplacé par le général Lon Nol, ce qui a signifié le début d'une guerre civile qui a dressé les Cambodgiens les uns contre les autres et qui a touché de manière négative à la structure qui maintenait la société cambodgienne.

La guerre civile continue et les incursions des Sud-Vietnamiens soutenus par les Américains ont intensifié le climat d'insécurité et ont mené à des déplacements massifs des populations. On estime que vers 1972, ☒ plus de deux millions de Cambodgiens (étaient) sans abri à cause de la guerre entre Lon Nol et les Khmers rouges ☞.¹

Ce n'est qu'à la mi-1973 qu'une loi adoptée par le Congrès a arrêté les raids de bombardements américains sur le Cambodge. Cependant, l'hiatus qui a vu le début d'une période violente et sombre pour le Cambodge était déjà créé.

La période khmère rouge

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges ont conquis Phnom Penh, ce qui a vidé la capitale et les autres villes importantes du Cambodge. Les semaines suivantes ont vu les personnes instruites, les moines et les chefs religieux, les fonctionnaires, les personnes qui parlaient des langues étrangères et même ceux qui portaient des lunettes être la cible d'extermination. Tout ce qui était considéré comme un signe de ☒ décadence ☞ et un produit de l'☒ apprentissage étranger ☞ était détruit. Le but était de ramener le Cambodge à un état agraire contrôlé par les Khmers rouges.

Des atrocités sans précédent ont été perpétrées contre la population - les gens furent massacrés, les familles séparées et envoyées dans des camps de travail forcé dans des contrées lointaines du pays, et les enfants endoctrinés afin de ne pas mettre en doute l'acceptation de l'☒ Organisation ☞. Les services médicaux ont été éliminés, les écoles détruites, la vie de famille remplacée par une existence communautaire. Des jours interminables de dur labeur et de séances d'endoctrinement ont vu l'essence de la vie de famille et de la culture khmère en passe de s'écrouler.

Cette situation a duré trois ans, jusqu'au 7 janvier 1979, lorsque les Vietnamiens sont entrés au Cambodge. Leur intention initiale était de repousser les Khmers rouges en dehors de leurs propres frontières; toutefois, ne se trouvant confrontés qu'à une faible résistance, ils ont poursuivi leur percée, en poussant les Khmers rouges jusqu'à la frontière avec la Thaïlande.

Occupation vietnamienne

Pendant qu'elles étaient au Cambodge, les troupes vietnamiennes ont été confrontées à une opposition armée d'une coalition difficile de royalistes et de Khmers rouges qui lançait ses attaques depuis la région limitrophe à la Thaïlande. Cette période était aussi caractérisée par un embargo des Nations Unies contre le gouvernement à la solde du Viet Nam. Bien que de nombreuses nations n'aient pas pu fournir une aide officielle au Cambodge tout au long de cette période, quelque assistance était fournie par l'entremise du Viet Nam, par l'URSS et les autres pays de l'ancien bloc de l'Est. L'effondrement de l'URSS a sonné le glas de l'assistance soviétique et de l'ancien bloc de l'Est au Viet Nam et au Cambodge et est devenu un facteur décisif dans le retrait des forces d'occupation militaire et civile vietnamiennes du Cambodge en 1989.

Paix et reconstruction

Les années qui ont suivi le retrait du Viet Nam jusqu'à l'Accord de paix sous les auspices de l'ONU en octobre 1991 et les élections consécutives en mai 1993 ont été des années difficiles pour le Cambodge. L'aide a commencé à arriver goutte à goutte, plusieurs pays ayant offert assistance au Cambodge. Toutefois, les structures civiles étaient tout à fait incapables de traiter les demandes des bailleurs de fonds et les besoins massifs en développement des ressources humaines et en reconstruction. Les élections du nouveau gouvernement en mai 1993 ont connu un effort et une croissance accélérés dans l'aptitude du gouvernement à faire redémarrer les systèmes politique, économique, juridique, social et éducatif. La destinée du Cambodge, à l'aube du XXI^e siècle, est entre ses mains.

REDRESSEMENT DE L'ÉDUCATION

Effondrement du système éducatif

Les implications de ces développements sur l'éducation sont évidentes. À la fin du régime khmer rouge, en 1979, l'ensemble du système éducatif était délabré. L'éducation au Cambodge devait être relancée avec 2 481 écoles primaires et 13 619 enseignants pour

éduquer 724 058 étudiants inscrits. La plupart des enseignants étaient ceux qui avaient reçu quelques années d'éducation au cours des années antérieures au régime khmer rouge, qui avaient survécu et qui voulaient devenir enseignants. Seuls 87 des 1 009 enseignants de l'enseignement supérieur d'avant la période des Khmers rouges avaient survécu. Certains parmi ceux-ci s'étaient aussi enfuis des camps de réfugiés en Thaïlande vers un autre pays, dans le but de s'y installer.

Les défis de la reconstruction de l'éducation

Le gouvernement a fait de l'éducation une priorité, en utilisant l'ancienne université de Phnom Penh comme un centre de formation d'enseignants. Cet institut a d'abord mis en place des programmes de formation courte afin de combler le manque d'enseignants du primaire le plus rapidement possible. Avec l'aide du Gouvernement vietnamien, du Gouvernement russe et des pays du bloc soviétique, le programme a ensuite été étendu pour former et recycler les enseignants du secondaire. Les institutions de formation des enseignants dans les provinces ont suivi les mêmes méthodes - cours de brève durée, courtes périodes de formation et stratégies de transition similaires afin de s'assurer que les enseignants conservent leur avance sur les étudiants. Les bâtiments scolaires, s'ils existaient, étaient pauvres, avaient été laissés à l'abandon ou étaient endommagés par les ravages de la guerre. Le matériel didactique et les livres étaient inexistant, il était difficile d'obtenir des craies et le papier pour les cahiers était un perpétuel problème. Certains de ces problèmes existent encore aujourd'hui.

Actuellement, plusieurs groupes mènent à bien des analyses et des études relatives aux directions futures du développement de l'éducation au Cambodge. Pour la plupart, ces études sont liées à la planification du gouvernement, que ce soit par le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports (MEJS) ou par le Conseil pour le développement du Cambodge. Tous ces groupes ont accès à une assistance technique patronnée par les organismes bailleurs de fonds.

Coordination de l'aide et rôle du gouvernement

La coordination est toutefois complexe. Cela est dû dans une large mesure au fait que plusieurs États bailleurs de fonds sont mus par un désir de conquérir ou de reconquérir l'hégémonie politique dans le Sud-Est asiatique, y compris au Cambodge. Plusieurs organismes bailleurs de fonds ont été accusés de ne créer de l'emploi que pour leurs propres consultants nationaux. Malgré cela, la plus grande partie de l'assistance technique est excellente et s'est avérée inestimable puisque le Cambodge prépare son propre avenir indépendant.

Il y a également plusieurs groupes privés qui effectuent des recherches dans le domaine de l'éducation, et même plusieurs personnes qui arrivent au Cambodge dans l'intention d'y rédiger une thèse ou d'y préparer une proposition pour l'obtention de fonds. Bien que leurs idées puissent être utiles, elles ne le sont souvent pas à cause de la courte durée de leur séjour et du sujet trop particulier de leurs études. La plupart des chercheurs admettent que la planification et la reconstruction du système éducatif doivent se faire par les filières gouvernementales. Les questions relatives au besoin d'assistance technique pour l'éducation devant être apolitique ont aussi été exprimées. Cela comporte un certain degré de liberté par rapport aux influences politiques externes/étrangères. Pour développer une société bien équilibrée, l'éducation ne doit pas être utilisée comme un outil des politiciens. On essaie pour l'instant d'assurer son autonomie par rapport à la politique. L'affectation aux divers postes clés dans les établissements d'enseignement supérieur, par exemple, doit être dénuée de toute influence politique. Dans la mesure du possible, les affectations, au Ministère et dans les écoles publiques, doivent se faire sur la base d'une série de critères et de valeurs objectifs.

Curriculum et idéologie

Les écoles ne sont pas le terrain adéquat pour les activités politiques, à quelque niveau que ce soit. Les manuels scolaires au Cambodge ne reflètent pas d'idéologie, et les opinions politiques ne sont pas supposées faire partie des leçons. Toutefois, il est difficile d'éliminer un point de vue politique de l'enseignant en tant qu'individu. Dans la course aux élections prochaines de 1998, il sera difficile pour les partis politiques de s'abstenir de faire pression sur les enseignants, les étudiants et les administrateurs pour qu'ils soutiennent leurs options politiques. L'utilisation publique de l'ouverture des écoles et des événements scolaires pour des discours politiques et la récompense des administrateurs de l'école qui, de manière déguisée ou non, soutiennent un parti ou un autre, est inévitable. Ce genre de pression politique au sein du système éducatif est connu dans le monde entier, et le Cambodge ne fait pas exception. Quoique le gouvernement fasse des efforts pour éviter des actions moins déguisées et/ou de menace à l'encontre des enseignants, des administrateurs et des étudiants, il est difficile d'enrayer complètement ces phénomènes.

Financement public

Le Gouvernement du Cambodge a déclaré à maintes reprises qu'il s'engageait fortement à soutenir l'éducation dans les tâches de reconstruction de l'État (cf. Programme national de réhabilitation et de développement du Cambodge pour l'ICORC III : mars 1995). Le défi est d'assigner une part raisonnable du budget national à cette tâche. Le gouvernement s'est engagé à consacrer 15% du budget annuel à l'éducation d'ici à l'an 2000. En 1993, l'Éducation a reçu 8% en 1996, elle est censée en recevoir 10.07%. On espère que lors de la prochaine réunion du Groupe consultatif sur le Cambodge, le MEJS sera à même de réaffirmer son soutien pour accroître la part de l'éducation dans les dépenses publiques afin de fournir une base plus solide qu'elle ne l'est actuellement pour l'aide des bailleurs de fonds.

À cet égard, la guerre civile ininterrompue, livrée par le Gouvernement cambodgien contre les forces khmères rouges proscrites, génère souvent une violence à l'encontre des personnes qui vivent dans les zones touchées par la guerre. Cela détourne également les ressources financières du reste du pays, ce qui reflète un manque sévère de finances attribuable à l'argent dépensé pour essayer d'anéantir l'armée insurgée et les bandits qui traînent dans de nombreuses régions du pays. Les Khmers rouges continuent à contrôler des territoires qui sont des sources extrêmement lucratives de bois et de pierres précieuses. Ils extraient des pierres gemmes, les taillent et les vendent, principalement à l'étranger, créant ainsi des ressources financières utilisées pour continuer la guerre contre le Cambodge et détourner des fonds qui pourraient être mis à profit pour le bien commun de la nation. Un des mandats des Autorités de transition des Nations Unies au Cambodge, était de désarmer toutes les factions armées. Cela a cependant été un échec et peut être considéré comme un facteur qui a contribué à la violence déjà présente au Cambodge.

Insécurité permanente

Un post-scriptum reconnu universellement à ce conflit est le fait qu'actuellement il y a encore deux mines anti-personnelles dans le sol par enfant cambodgien, souvent dans des endroits où les enfants ramassent du bois de chauffage, font boire leurs bêtes de trait et cherchent des baies et de l'herbe. Les mines continuent à être posées tous les jours, en dépit d'un appel lancé par le roi et d'autres personnes qui soutiennent une interdiction internationale des mines anti-personnelles. Les enfants subissent les effets de la guerre et de la violence au quotidien de diverses manières. La plupart du temps, il s'agit de pertes personnelles de membres de la famille, de perte de terres appartenant à la famille à cause des mines anti-personnelles et du conflit armé et de la perte des recettes gouvernementales pour l'éducation. En raison de ces problèmes, la qualité de l'éducation, dans de nombreuses contrées du pays, et plus

particulièrement en zone rurale, est en deçà de celle nécessaire pour développer convenablement les ressources humaines.

Réconciliation sociale

Les guerres précédentes au Cambodge n'étaient pas le résultat direct de l'apprentissage scolaire. Souvent, le passé tourmenté du Cambodge était la conséquence de pressions externes. Cependant, on peut affirmer qu'il y a beaucoup de choses qui peuvent être faites en classe en faveur de la paix au Cambodge. Cela implique que la tendance des cultures à former des cliques doit aussi être abordée afin de réaliser un programme gouvernemental de reconstruction nationale. Il ne peut être accompli si une société est fragmentée et n'est pas coordonnée. On peut faire beaucoup par le biais du système éducatif, notamment dans les écoles, en faveur de l'harmonie et de la conciliation entre les enfants, les enseignants et le corps enseignant. Pour y parvenir, l'approche ouverte des ateliers et des séminaires pour les enseignants et l'inclusion de la paix et de l'harmonie doivent être traités dans les différents domaines du curriculum. En outre, des efforts doivent être consentis pour créer et accentuer les victoires remportées par la coopération au sein de l'école et de la communauté - tout peut porter fruit dans la réduction de la violence au fil du temps.

Les enfants sont très astucieux, et si le gouvernement, les dirigeants de la communauté, les parents et la famille au sens large disent aux enfants que l'harmonie sociale est de grande valeur et qu'ensuite ils agissent à l'encontre de cette valeur, les enfants tireront leurs propres conclusions. Par exemple, si l'attitude des enseignants, des parents et d'autres personnes importantes de la société nourrissent des sentiments racistes et de la colère envers les voisins régionaux, les enfants déploieront les mêmes sentiments.

Comme les pays s'assemblent par des accords bilatéraux et dans des groupements internationaux multilatéraux tels que l'ANASE, les haines de longue date, sources de beaucoup de violence, doivent être résolues et ne pas être emportées vers le siècle naissant. L'éducation dans les écoles et dans les établissements d'enseignement supérieur peut faire beaucoup pour changer les vieilles attitudes. Cependant, pour que les stratégies pour la paix fonctionnent, elles doivent inclure les parents et les dirigeants municipaux comme apprenants, ainsi que la génération plus jeune des enfants et des adolescents. Avoir recours à une rhétorique raciste pour essayer d'éveiller le patriotisme est une manœuvre qui doit être désamorcée et définitivement anéantie par un enseignement solide dans les écoles et avec les parents et les groupes communautaires. Les éducateurs peuvent montrer le chemin; ils ont besoin des informations, des compétences et de l'autorité pour le faire.

Aborder l'impact de la guerre sur l'environnement

Les actes de guerre ne touchent pas seulement les gens, mais aussi l'environnement, qui à son tour détruit les moyens d'existence de nombreuses personnes. Le Cambodge ne fait pas exception sur le plan de la dégradation de l'environnement. Pendant et après de longues périodes de conflit armé, ceux qui sont au pouvoir ont recours à la méthode la plus simple pour fournir les moyens de subsistance économique, et il s'agit souvent des forêts ou des ressources naturelles provenant du sol. Nombre de ces ressources doivent être laissées en héritage aux générations à venir. Le Cambodge offre un exemple manifeste de déboisement pour l'exploitation économique. Toutefois, cette exploitation n'apporte pas de ressources économiques au gouvernement, mais fournit plutôt un moyen de se procurer des armes de destruction qui seront utilisées contre les forces du gouvernement élu et contre des civils innocents. Il convient également de remarquer que le gouvernement vend aussi les terres boisées plus vite que de nouveaux arbres ne peuvent y être plantés.

Les gens perdent leurs terres, et avec l'abattage des forêts, la courbe des précipitations et des températures, dans les zones agricoles avoisinantes, subit un changement. Toute la région est touchée par ce phénomène, causant des inondations pendant la saison des pluies sans que les racines puissent contenir les eaux; les particules entraînées par la pluie envasent les rivières et d'innombrables espèces de la flore et de la faune ont disparu des systèmes écologiques présents dans le pays. Nombre de Cambodgiens, y compris le roi et des groupes s'occupant de l'environnement ont attiré l'attention sur ces problèmes. Ce sera à l'éducation de changer ce modèle et de faire pression non seulement sur le Gouvernement du Cambodge, mais aussi sur les gouvernements des autres pays de la région.

Le MEJS travaille actuellement sur un curriculum qui aborde les problèmes environnementaux. Il sera inclus dans les manuels pour les écoles primaires et secondaires. On a l'espoir qu'il ne sera pas trop tard pour le Cambodge. Si le programme est un succès et que les gens prennent conscience de ces problèmes dans la pratique, ce sera alors au gouvernement de les écouter.

Assurer une éducation de base pour tous

Si on tient compte de l'histoire du Cambodge et qu'on analyse les effets de ces vingt-cinq dernières années de conflit sur l'éducation, il est évident que, depuis 1979, le gouvernement a donné une grande priorité à l'éducation et a essayé à tout prix d'assurer une éducation de base pour tous. Cependant, un des principaux effets d'une période de guerre est qu'il faut se concentrer sur la quantité lorsque le conflit est fini. C'est une triste réalité de voir que beaucoup d'enfants ont manqué plusieurs années d'éducation à cause de la période des hostilités.

Le Gouvernement du Cambodge a pris une décision univoque de procurer une instruction aux enfants dès que possible. Il y est parvenu en donnant des écoles où aller et en mettant des enseignants dans les classes, bien que beaucoup puissent ne pas être qualifiés pour ce travail à l'heure actuelle. La concentration doit maintenant se tourner vers l'amélioration de la qualité de l'éducation. Cela pose cependant plusieurs problèmes de priorité. Par exemple, bien que la qualité s'améliore, l'égalité des sexes pose toujours un problème. Actuellement, les étudiants masculins urbains représentent la majorité de l'ensemble des étudiants des diverses institutions d'enseignement supérieur. Dans les zones rurales de province, le problème le plus saillant est d'essayer de conserver les enseignants qui ont la qualité requise pour préparer les étudiants aux examens de sciences, d'anglais, et de mathématiques qui leur permettront de s'inscrire dans les sections et facultés les plus prestigieuses de l'enseignement supérieur.

L'éducation opposée à la formation

Il sera demandé au gouvernement de prendre des décisions difficiles relatives à l'égalité et aux ressources financières dans l'enseignement supérieur. Dans les régions où la guerre a décimé les ressources humaines et physiques, comme cela a été le cas au Cambodge, les choix sont difficiles et compliqués et ils doivent être faits avec le plus de clarté, de soin et d'échange d'informations possibles.

Nombre de Cambodgiens n'ont pas profité des chances d'éducation qui leur étaient offertes à cause des terribles années perdues depuis 1975. Afin qu'ils puissent gagner un revenu pour leur famille et contribuer à la reconstruction du Cambodge, il faut leur fournir des compétences et un emploi. En effet, le Cambodge manque de main-d'œuvre qualifiée. Malgré ce problème, le Cambodge, à l'instar d'autres pays au passé colonial, insufflé à ses enfants l'aspiration qu'ils ne doivent jamais travailler de leurs mains. L'enseignement supérieur est brandi comme une norme pour toute éducation. Dès la première année, le système scolaire pousse les enfants à croire qu'ils doivent d'une façon ou d'une autre faire

partie de ce moins d'1% de la population qui suivent l'enseignement supérieur. Le besoin énorme de main-d'œuvre qualifiée, de commerçants et d'artisans est ignoré par la plupart des jeunes, qui s'exposent à un échec lorsqu'ils ne peuvent pas accéder à l'université.

Le Cambodge a actuellement 16 000 étudiants qui recommencent pour la troisième fois la dernière année de l'enseignement secondaire. Il n'existe pas de mécanisme pour envisager si l'enseignement supérieur est un but raisonnable et opportun pour ces étudiants particuliers. L'institut technique le mieux équipé du pays n'attire pas assez de candidats. L'école d'agriculture affiche le taux d'inscription le plus bas parmi toutes les institutions d'enseignement supérieur. Cette situation est alarmante étant donné que 77% du Cambodge reste surtout agricole. Cette problématique n'est pas spécifique au Cambodge, mais existe dans toute la région.

Le rôle des ONG

Enfin, il convient de signaler ces questions relatives à l'éducation au Cambodge, quoique les responsabilités du Gouvernement cambodgien, soient, en réalité, souvent prises en charge par les bailleurs de fonds internationaux par le biais de l'assistance technique provenant de diverses sources gouvernementales et non gouvernementales et de partenaires multilatéraux. Les organisations non-gouvernementales au Cambodge ont traditionnellement joué un rôle prépondérant dans l'éducation pendant la période de l'embargo des Nations Unies contre le Cambodge (1979-90). Pendant cette période, alors que les bailleurs de fonds bilatéraux augmentaient leur assistance, les ONG réévaluaient leurs rôles respectifs dans le secteur de l'éducation. Elles cherchent maintenant à voir où leurs talents particuliers peuvent être le mieux mis au service de la nouvelle réalité au Cambodge. Certaines sont impliquées dans la formation de compétences pour les très nombreuses personnes mutilées par les mines anti-personnelles dans le pays; des programmes pour l'assistance et la formation des aveugles et des sourds sont parrainés par des ONG; une école pour aider les enfants handicapés est fournie par une ONG.

Ce serait tout aussi vrai dans d'autres pays pendant une période d'après-guerre. On espère que le gouvernement fait usage à bon escient du service long et enrichissant des ONG au Cambodge et étudie les rapports de leurs succès et de leurs échecs - on apprend souvent beaucoup des choses qui ont mal tourné. Le Cambodge a des partenaires qui sont désireux d'aider à la reconstruction et à la réhabilitation du pays. Comme l'éducation est la clef de l'avenir, il faut que le gouvernement profite pleinement des ressources éducatives disponibles, en les utilisant judicieusement, à l'heure de bâtir sur l'expérience de ses nombreux partenaires ainsi que sur sa propre expérience à déterminer le succès à long terme du processus menant à une véritable paix au Cambodge.

NOTE

1. Mysliwiec, Eva. *Punishing the poor* [Châtiment du pauvre]. Oxford, Royaume-Uni, Oxfam, 1988, p. xxii.